

L'ÉCO



de la semaine

17 au 21 Juillet 2023

Sponsors Officiels



Sponsors Gold



Sponsors Silver



Partenaires



| | |
|---|----|
| Tourisme à Sainte-Marie : L'histoire mise en valeur | 3 |
| Secteur TIC : Plus de 400 entreprises créées en 3 ans | 3 |
| Madagascar – La Réunion : Une centrale solaire pour électrifier la commune d'Ambohitromby | 4 |
| Sainte-Marie: l'aéroport reçoit le certificat d'aérodrome international | 4 |
| En Chine, un rebond de la croissance en trompe-l'œil au deuxième trimestre | 5 |
| Énergie : Des mini-parcs solaires pour cent vingt villages | 5 |
| Production de savon : Création d'une coopérative à Tsiroanomandidy | 6 |
| Transformation des produits locaux : le programme Odof présent dans 24 districts | 6 |
| Augmentation des coûts d'exploitation: les petites entreprises ont été les plus affectées | 7 |
| Immobilier : même dans les stations balnéaires, la hausse des prix marque le pas | 7 |
| Développement : S'inspirer du modèle japonais | 8 |
| Agriculture : Validation du Plan national de la lutte contre les chenilles légionnaires | 8 |
| Transition énergétique : La BEI renforce son appui à la transition énergétique à Madagascar | 8 |
| Banque européenne d'investissement : un prêt de 20 millions d'euros accordé à l'entreprise sociale Sahanala | 9 |
| Les inégalités compromettent tous nos objectifs sociaux et environnementaux..... | 9 |
| Combustible : Vitogaz baisse les prix | 10 |
| Dettes fiscales : L'état va apurer ses arriérés envers les pétroliers pour cette année | 10 |
| Climat des affaires : renforcement du Dialogue public-privé | 11 |
| « C'est le monde à l'envers » : en France, le train coûte 2,6 fois plus cher que l'avion | 11 |
| Pannes d'électricité : Les délestages seront « atténués » d'ici trois semaines | 11 |
| Jirama : Deux candidats étrangers, retenus pour le poste de DG | 12 |
| Lutte contre l'insécurité alimentaire : Promotion de la culture de millet dans toutes les régions | 13 |
| Electrification rurale: les initiatives privées portent leurs fruits | 13 |

Tourisme à Sainte-Marie : L'histoire mise en valeur

GARRY FABRICE RANAIVOSON. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 17 JUILLET 2023

Un des piliers de l'économie sainte-marienne, le tourisme a été à l'honneur samedi, avec une touche d'innovation. Afin de diversifier les offres touristiques, les atouts historiques de l'île ont été mis en avant.



Miser sur la culture et l'histoire pour attirer des touristes. C'est le challenge affirmé par Lalatiana Rakotondrazafy, ministre de la Communication et de la culture, lors de l'inauguration du circuit "Pirate Island", samedi, à Sainte-Marie. Au regard des différents événements à Sainte-Marie ou Nosy Boraha, samedi, diversifier les offres est la stratégie affirmée afin de booster le

tourisme. En plus des plages de sable blanc, de la mer et de la saison des baleines, l'histoire de l'île Boraha est aussi mise en valeur. Avec son passé d'ancien repaire de pirates qui a toujours été un argument touristique indéniable. Seulement, comme l'explique la ministre Rakotondrazafy, la normalisation du circuit culturel devrait permettre de mieux le capitaliser. "S'il a été quelque peu délaissé, ce n'est que durant cette administration Rajoelina que l'État est pleinement impliqué pour appuyer et mettre aux normes l'aspect tourisme culturel", avance la ministre de la Communication et de la culture. Le circuit "Pirate Island", intègre des lieux et bâtiments historiques, dont l'église Notre Dame de l'Assomption. Il s'agit de la première église catholique édifée en dur à Madagascar. Fraîchement réhabilitée, son inauguration a été un des points d'orgue de la journée de samedi. Construite avec des pierres de taille et des moellons de granit, l'autel de l'église Notre Dame de l'Assomption est un don de l'impératrice Eugénie d'Espagne, épouse de Napoléon

III. Avant cette réhabilitation, la bâtisse qui surplombe la mer, malmenée par le vent et les intempéries, était en ruines.

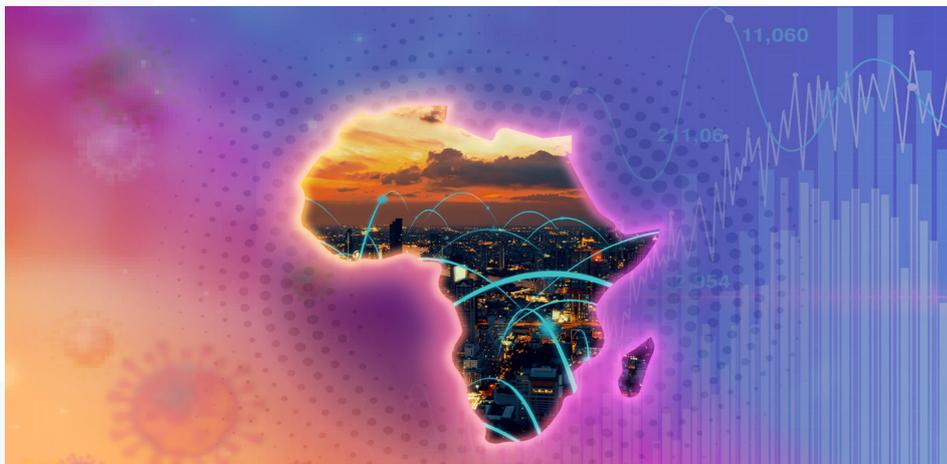
Festival des baleines

Comme chaque année, le passage des baleines à bosse, lors de l'hiver austral, est un des principaux atouts touristiques de Sainte-Marie. Pour l'occasion, le Festival des baleines s'y tient chaque année. Cette année encore, l'île Boraha était en fête, samedi. La météo capricieuse n'a pas empêché ses habitants et ceux qui y étaient en visite de chanter et danser même sous la pluie. Un événement auquel a assisté le président Rajoelina, accompagné par une forte délégation gouvernementale. Parrain de l'événement, Julien Lepers, ancien présentateur de l'émission Questions pour un champion, a également été au rendez-vous. Nous utilisons des cookies pour vous garantir la meilleure expérience sur notre site web. Si vous continuez à utiliser ce site, nous supposons que vous en êtes satisfait.

Secteur TIC : Plus de 400 entreprises créées en 3 ans

MAMINIRAINY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 17 JUILLET 2023

Une croissance à double tranchant. Madagascar a connu une explosion remarquable dans le secteur des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) ces dernières années, avec plus de 400 nouvelles entreprises créées en seulement trois ans, selon les chiffres présentés par Adriannie Tamoha, directeur des services aux investisseurs à l'Economic development board of Madagascar (EDBM). Cette croissance est tirée par des avantages comparatifs tels que des connexions Internet parmi les plus rapides du continent africain, un taux de pénétration de l'internet en hausse de 12,59 %, une couverture nationale 3G à 78 % et 4G à 46 %, ainsi qu'un taux de pénétration de la téléphonie mobile à 46,58 %. Cette croissance a été renforcée par des avantages compétitifs tels que des coûts d'électricité très bas, inférieur à 0,2 dollar le kilowattheure, des loyers mensuels allant de 10 à 15 dollars par mètre carré et des salaires moyens compris entre 200 et 600 dollars par mois. Des chiffres bien en deçà des standards internationaux. Cependant, les problèmes d'infrastructures et de fiabilité de l'électricité persistent. D'ailleurs, cette floraison d'entreprises est principalement portée par des capitaux étrangers. Bien que cela puisse apporter des



emplois et de la valeur ajoutée à l'économie malgache, les profits sont rapatriés en dehors du pays. L'EDBM a désigné Intelcia, Webhelp, Teleperformance et Outsourcia comme ambassadeurs du secteur. Avec l'annonce récente de la libéralisation totale des télécoms, ils jouent un rôle clé pour rassurer et par la suite attirer les investisseurs étrangers. Comme on peut le constater, les compétences en business process outsourcing, notamment les centres d'appel priment dans le tissu numérique malgache. Cependant, les investisseurs locaux semblent avoir du mal à déverrouiller leur

potentiel d'investissement. On déplore un faible transfert de technologie de la part des enseignes étrangères. Les entreprises locales convergent plutôt vers le marché du développement web et de création de sites de commerce en ligne, absorbant quasiment tous les étudiants sortants d'écoles d'informatique. Mais le secteur est dominé par l'informel. Ils sont près de 85 000 travailleurs informels dans les services de développement web, de rédaction web, de traduction, de design et graphisme et dans le community management, contre 23 000 formellement enregistrés.

Madagascar – La Réunion : Une centrale solaire pour électrifier la commune d’Ambohitromby

MAMINIRAINY. | MIDI MADAGASCAR | 17 JUILLET 2023

La visite d’une délégation conduite par le président du Sénat, Herimanana Razafimahefa, à la Réunion dans le cadre d’une coopération décentralisée en février dernier, a bel et bien porté ses fruits.



La preuve, une centrale solaire servant à alimenter en électricité 3 000 ménages dans la commune d’Ambohitromby, district d’Ankazobe, a été inaugurée samedi dernier. Cette infrastructure en énergie renouvelable a été mise en place suite au partenariat du Sénat avec Solar Plexus, la société leader dans ce domaine au niveau de l’Océan Indien, et la Chambre des Métiers et d’Artisanat de la Réunion. « Le Sénat a pour mission de soutenir les collectivités territoriales décentralisées, outre son pouvoir de légiférer. Nous ne ménages pas nos efforts pour apporter des solutions en vue d’asseoir un développement local au niveau de ces organes de démembrement de l’Etat. A part l’électrification de la com-

mune rurale d’Ambohitromby, une dizaine d’autres communes riveraines auront accès à l’énergie propre, grâce à l’extension de ce projet mené par les deux parties », a annoncé le président de la Chambre haute Herimanana Razafimahefa, lors de l’inauguration de cette centrale solaire. Le ministre de l’Energie et des Hydrocarbures, Soloniaina Andriamanampisoa, des autorités et élus locaux ainsi qu’une forte délégation réunionnaise, ont assisté à cette cérémonie.

Coût de recharge abordable

« Cette plateforme solaire constitue une meilleure solution permettant à chaque ménage d’avoir la lumière tous les jours tout en alimentant ses appareils électroniques tels que la radio, le téléphone portable, voire les téléviseurs. Le bénéficiaire n’aura qu’à recharger sa batterie portable chaque semaine, et ce, moyennant un coût de recharge abordable d’une valeur de 3 000 Ar. Même les centres de santé de base dans la commune peuvent assurer la réfrigération et la congélation des médicaments et des vaccins pour une meilleure conservation, grâce à l’opérationnalisation de cette centrale solaire. Les retombées économiques positives sont ainsi palpables car les ménages n’ont plus besoin d’utiliser le « jiro kapoaka » ou la lampe à pétrole, qui nuit à la santé, provoquant entre autres, les maladies respiratoires, voire la tuberculose. Les enfants auront également plus de temps pour étudier, à la maison. Ce grand

projet contribue à la concrétisation du Velirano N°2 du président Andry Rajoelina, qui est l’accès à l’électricité pour tous et de sa vision de ne laisser aucun district ou commune pour compte », a fait savoir ce chef d’Institution.

Durée de vie de 25 ans

Pour sa part, le Directeur général de Solar Plexus a évoqué que cette centrale 100% solaire est complètement autonome et contrôlée à distance. « Elle peut continuer à fonctionner même si le temps est mauvais. On a une solution viable et surtout durable puisque la durée de vie de cette plateforme s’étend sur 25 ans », a-t-il souligné. Le président de cette entreprise réunionnaise, Alain Orriols, a poursuivi que Solar Plexus s’engage à alimenter en énergie renouvelable les zones rurales en travaillant dans le cadre de cette coopération entre les deux îles. Quant à Bernard Picardo, le président de la Réunion, il a souligné que Madagascar a de la chance d’être composé en grande partie de population jeune. « Nous apportons des formations pour transformer cette jeunesse en richesse », a-t-il exprimé. Toujours dans le cadre de cette coopération entre Madagascar et La Réunion, « un projet dans le domaine de l’agriculture et de l’élevage ainsi que dans la mise en place des unités de transformation agricole, est ainsi en vue », dit le président du Sénat Herimanana Razafimahefa.

Sainte-Marie: l’aéroport reçoit le certificat d’aérodrome international

RAKOTO. | LES NOUVELLES | 17 JUILLET 2023

L’aéroport de Sainte-Marie est désormais aux normes internationales après plusieurs travaux de conformité réalisés. L’infrastructure a obtenu son certificat d’aérodrome international.

Ayant rempli les normes internationales en termes de certification des aérodromes, l’aéroport de Sainte-Marie est doté d’un certificat d’aérodrome international. Le président de la République, Andry Rajoelina a fait le déplacement sur l’île en fin de semaine pour la remise du certificat. La certification est délivrée conjointement par l’Aviation civile de Madagascar (ACM) et l’Organisation de l’aviation civile internationale (Oaci). L’obtention de la certification fait suite à la réalisation de plusieurs travaux

à l’aéroport de Ravoraha pour sa mise en conformité. «La certification sera publiée à l’international dans le but de rassurer les compagnies aériennes étrangères pour les inviter à venir desservir Sainte-Marie. L’aéroport Ravoraha est le sixième aéroport de Madagascar ayant reçu la certification d’aérodrome après Antananarivo, Taolagnaro, Mahajanga, Toamasina et Nosy Be», d’après les explications du directeur général de l’Adema, Jean Germain Andrianiaina.

Les vols de nuit désormais autorisés

Le chef de l’Etat a également procédé à l’inauguration du balisage lumineux de la piste de l’aéroport Ravoraha. Ces équipements nouvellement installés vont sécuriser les atterrissages et les décollages de nuit.

Ils seront également nécessaires pour faire face aux conditions météorologiques particulièrement difficiles sur l’île Sainte-Marie. L’aéroport de Sainte-Marie pourra également augmenter sa capacité d’accueil en offrant la possibilité aux compagnies aériennes de programmer des vols de nuit. La compagnie Tsaradia a effectué le premier vol d’essai dans la soirée du 13 juillet. Dans sa prise de parole, Andry Rajoelina a souligné que la modernisation de cet aéroport figure parmi les Velirano qu’il a faits à la population locale durant la campagne électorale de 2018, tout en signifiant que le gouvernement entend multiplier les efforts pour relancer le secteur touristique après la pandémie de Covid-19.

En Chine, un rebond de la croissance en trompe-l'œil au deuxième trimestre

FRÉDÉRIC LEMAITRE. | LE MONDE.FR | 17 JUILLET 2023

En dépit d'une diminution des taux d'intérêt et de la baisse du yuan, l'activité peine à repartir après trois années de politique zéro Covid. Pour des raisons différentes, aussi bien les petits commerçants que les grands industriels sont inquiets.

A priori, l'information ne semble pas avoir de rapport avec les chiffres de la croissance publiés lundi 17 juillet. Et pourtant... Si Shijiazhuang, la capitale du Hebei (Nord-Est), vient d'annoncer qu'elle allait multiplier les concerts de rock durant les mois à venir, c'est moins par un amour soudain des décibels que pour tenter d'attirer les jeunes Pékinois à se rendre dans cette province limitrophe de la capitale, afin qu'ils y dépensent leur argent. Le Hebei, comme toutes les provinces, est désespérément à la recherche du Graal qui relancera la consommation et partant, l'économie. Après trois années de politique zéro Covid, la plupart des experts étaient convaincus que la croissance allait repartir sur les chapeaux de roue. Il n'en est rien. Les chiffres publiés lundi le confirment. Les 6,3 % de croissance au deuxième trimestre, en comparaison à la même période de 2022, ne doivent pas faire illusion. « L'an dernier, le deuxième trimestre a été marqué par le confinement de Shanghai et le recul de l'activité. Tout chiffre inférieur à 7 % serait mauvais. La croissance commence à 7 % », expliquait un économiste, quelques heures avant la publication des chiffres. Le panel d'experts de l'Agence France-Presse prévoyait une hausse de 7,1 %. Ils ont donc été trop optimistes. Si l'on prend la croissance d'un trimestre sur l'autre, critère jugé plus pertinent par les experts, celle-ci n'a progressé que de 0,8 %, entre avril et juin, contre 2,2 % au premier trimestre (par rapport aux trois derniers mois de l'année

2022). Donc, la croissance ralentit. En juin, tant les exportations (- 12,4 % par rapport à juin 2022) que les importations (- 6,8 %) avaient, elles aussi, chuté au-delà des prévisions.



Le chômage des jeunes urbains bondit

La baisse du yuan et des taux d'intérêt en juin – au moment où la plupart des pays développés relevaient les leurs – n'a donc pas suffi à dynamiser la demande. D'ailleurs, le chômage des jeunes urbains bondit de nouveau et passe de 20,8 %, en mai, à 21,3 %, en juin. Un véritable souci pour les autorités, au moment où environ 12 millions d'étudiants arrivent sur le marché du travail. Ces indices ne sont pas une surprise tant ils correspondent à une morosité ambiante. Pour des raisons différentes, aussi bien les petits commerçants que les grands industriels font grise mine. Les premiers se plaignent de la faiblesse de la consommation et du peu de soutien qu'ils reçoivent des pouvoirs publics, les seconds critiquent les normes juridiques, de plus en plus contraignantes au nom de la « sécurité nationale », ainsi que la guerre commerciale et technologique avec les Etats-Unis. Celle-ci rend tout investissement risqué

tant vis-à-vis des Chinois, qui veulent tout contrôler, notamment le transfert de données, que des Américains, de plus en plus suspicieux. « Même privés, nos clients américains veulent d'abord connaître nos activités en Chine avant d'acheter nos produits », se plaint un important industriel français à Pékin qui souhaite garder l'anonymat.

Menace de déflation

Contrairement aux pays occidentaux, ce n'est pas l'inflation qui menace la Chine, mais, au contraire, la déflation. En juin, les prix à la consommation sont restés stables, après une augmentation de 0,2 % en mai, mais cette stabilité cache une divergence de trajectoire, entre les prix des biens alimentaires, qui ont progressé de 2,3 % sur un an, alors que les prix des produits non alimentaires ont reculé de 0,6 % sur un an. Les prix à la production ont connu leur neuvième mois de baisse, avec, en juin, une diminution de 5,4 % sur un an. Malgré tout, les autorités se montrent confiantes. Vendredi 14 juillet, Luo Guoqiang, vice-gouverneur de la Banque populaire de Chine, jugeait qu'il faudrait environ un an pour tourner la page du zéro Covid. Sur l'année, le gouvernement prévoit toujours une croissance de 5 %, un objectif atteignable, selon le Fonds monétaire international, qui, lui, mise sur une croissance de 5,2 %. Mais le gouvernement est sur ses gardes. Le président Xi Jinping vient de lancer une nouvelle campagne pour verrouiller encore davantage Internet. Bien sûr, cela dépasse le seul cadre de l'économie, mais, fin juin, un des blogueurs économiques les plus influents, Wu Xiaobo, suivi par près de 5 millions de personnes sur Weibo, le Twitter chinois, a vu son compte suspendu après s'être montré pessimiste sur l'économie.

Énergie : Des mini-parcs solaires pour cent vingt villages

GARRY FABRICE RANAIVOSON. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 18 JUILLET 2023

WeLight. Tel est le nom du projet énergétique qui sera lancé prochainement à Madagascar. Il consiste en la construction de mini-parcs solaires dans cent vingt villages non raccordés au réseau de la société Jirama. La mise en œuvre du projet WeLight est un des sujets discutés entre Andry Rajoelina, président de la République, et Ambroise Fayolle, vice-président de la Banque Européenne d'Investissement (BEI), lors de leur rencontre, hier, au palais d'État Iavoloha. Selon le communiqué de presse de l'institution présidentielle, la BEI financera le projet à hauteur de 10 millions d'euros. Ce fonds "fera l'objet d'un prochain décaissement", ajoute la missive. La

construction de ces mini-parcs solaires vise l'accès aux bénéficiaires, tant les particuliers que les établissements publics, à une énergie "propre et abordable". Bien qu'il cible les villages, le projet WeLight devrait être un complément idoine à un autre projet énergétique financé cette fois-ci par la Banque mondiale. Avec 400 millions de dollars, l'institution de Bretton Woods finance un projet intitulé, "Connectivité numérique et énergétique pour l'inclusion de Madagascar". La construction de parcs solaires d'une capacité de 1 mégawatt, dans trente-six districts à travers la Grande île est un des volets de ce projet. Durant son interview télévisée, dimanche, le chef de l'Etat a affirmé que ces

centrales solaires seront construites avant la fin de l'année.

Agri-business

Booster l'accès à une énergie renouvelable et à bas prix est donc l'objectif des projets financés par la Banque mondiale et par la BEI. Pour en revenir à la rencontre d'hier, à Iavoloha, Ambroise Fayolle a fait part de la mise en œuvre prochaine d'un second projet financé par la BEI à hauteur de 20 millions d'euros. Il se décline en deux volets. Le premier est un projet agricole ou plutôt d'agri-business en partenariat avec la société Sahanala. Sis à Maintirano, ce projet d'agri-business va soutenir "la mécanisation de l'agriculture en parallèle avec

les pratiques traditionnelles, ainsi que l'implantation d'un complexe industriel pour la transformation de maïs, de riz, d'huile alimentaire et d'aliments pour animaux destinés au marché intérieur", rapporte le communiqué de la présidence de la République. La transformation localement des produits

agricoles fait, vraisemblablement, partie du package. Selon des indiscretions, la budgétisation de la concrétisation du projet serait déjà bouclée. Toujours d'après la missive de l'institution présidentielle, le second volet du projet vise "à garantir la pêche responsable et l'implantation d'une usine de sur-

gélation moderne dotée d'équipements de réfrigération et des unités de froid pour la production de glace dans les différents centres de collecte". Le communiqué de presse ajoute que ainsi, "les petits pêcheurs pourront accéder au marché intérieur, mais aussi viser l'international".

Production de savon : Création d'une coopérative à Tsiroanomandidy

ANTSAR. | MIDI MADAGASCAR | 18 JUILLET 2023

Accroître la production de savon et réduire le prix de ce produit de première nécessité. Tel est l'objectif annoncé par le père Zafiarinel Rabemanantsoa, gérant des Centres de Formation Professionnelle (CFP) de Maharavoandriana et Ambohintsoa Tsiroanomandidy, qui s'est réuni avec les représentants de la direction régionale de l'Industrialisation, du Commerce et de la Consommation (DRICC). Dans cet objectif d'accroître la production, les deux parties ont convenu de créer une coopérative dénommée MAGIS (Maharavo Agro Inter-Sectoriel) visant à encourager cette hausse de production et éventuellement réduire les prix de ce produit essentiel. La création de la coopérative constitue une initiative majeure pour répondre à la demande croissante de savon et offrir des prix plus abordables à la population. Les CFP de Maharavoandriana et Ambohintsoa Tsiroanomandidy joueront un rôle central dans cette démarche, grâce à leur expertise et à la formation professionnelle dispensée aux apprenants. En travaillant en étroite collaboration avec la DRICC, la coopérative MAGIS bénéficiera d'un soutien institutionnel important pour assurer son bon fonctionnement et sa croissance.

Les représentants de la DRICC apporteront leur expertise en matière d'industrialisation, de commerce et de consommation, créant ainsi un environnement propice au développement de la coopérative.



Satisfaire les besoins

L'objectif principal de la coopérative MAGIS est d'augmenter la production de savon afin de répondre à la demande croissante du marché local. En favorisant une hausse significative de la production, la coopérative vise également à faire baisser le prix du savon, le rendant ainsi plus accessible à tous les consommateurs. Pour atteindre cet objectif, la coopérative MAGIS

mettra en place des mesures stratégiques telles que l'amélioration des techniques de production, l'optimisation des processus logistiques et l'exploration de nouvelles opportunités commerciales. En tirant parti des ressources disponibles et en renforçant la coopération entre les différents acteurs, la coopérative MAGIS s'engage à faire face aux défis et à saisir les opportunités offertes par le marché du savon.

Coopération prometteuse

La création de la coopérative témoigne de la volonté des CFP ainsi que de la DRICC de travailler main dans la main pour stimuler la production locale et favoriser le développement économique de la région. En unissant leurs forces, ces acteurs clés espèrent créer une synergie positive et apporter des bénéfices tangibles à la population en termes d'emploi, d'accès à des produits de qualité et de dynamisation du tissu économique local. Cette initiative est une preuve tangible de l'engagement des parties prenantes à exploiter les ressources et les compétences locales pour répondre aux besoins du marché et améliorer les conditions de vie des communautés.

Transformation des produits locaux : le programme Odof présent dans 24 districts

R.R. | LES NOUVELLES | 18 JUILLET 2023

Le programme One district-one factory (Odof) est désormais présent dans 24 districts au niveau de 14 régions depuis son lancement en 2020. Ce projet phare du ministère de l'Industrialisation, du commerce et de la consommation (MICC) vise principalement à valoriser la production locale au niveau de chaque localité afin d'apporter plus de valeur ajoutée sur les activités des exploitants agricoles. Durant le mois de juillet, l'équipe du MICC a parcouru plusieurs districts dans la région Atsinanana pour l'installation d'unités de transformation de fruits et autres produits, entre autres, les unités de transformation

de tomates, de production de chips, des équipements pour le processus de séchage de fruits... D'autant que la partie Est du pays regorge d'importants potentiels agricoles. Le programme Odof s'étendra prochainement dans les deux principaux greniers à riz du pays, notamment à Marovoay et à Amparafaravola où le MICC prévoit d'installer des unités de décorticage de riz. La mise en place d'unité de production de savon artisanal à Antananarivo et ses périphéries a été également annoncée. Concernant cette nouvelle étape, le conseil des ministres a approuvé le déploiement d'une partie du budget ministériel du MICC



pour l'acquisition de divers équipements nécessaires à la réalisation du projet. Pour rappel, ces unités de transformation sont mises à la disposition des opérateurs locaux dans chaque district par le biais d'un appel d'offres lancé par le MICC.

Augmentation des coûts d'exploitation: les petites entreprises ont été les plus affectées

ARH. | LES NOUVELLES | 18 JUILLET 2023

Une hausse de l'ensemble des coûts a caractérisé le premier trimestre de cette année. Cette hausse a surtout touché le secteur primaire selon les résultats de l'Enquête de conjoncture économique (ECE) réalisée dernièrement par la Banky foiben'i Madagasikara (BFM).

«Au niveau des coûts d'exploitation hors énergie, la hausse correspondait à un solde d'opinion de +28,3%. Le secteur primaire a été le plus touché (+37,9%) et le secteur tertiaire a été le moins concerné (+22,2%). Par rapport à la taille, les petites entreprises ont été les plus affectées par l'augmentation des coûts d'exploitation (+40,9%) », rapporte la BFM dans cette enquête. Au niveau des coûts unitaires de produit, 29,9% des entreprises ont évoqué une hausse, contre 1,9% pour ceux qui ont déclaré une baisse (+ 28,1%). Le secteur primaire a été

le plus concerné avec un solde d'opinion de +41,9%. Selon la taille, la hausse des coûts unitaires a frappé davantage les entreprises de taille moyenne (+42,5%). En ce qui concerne les charges de rémunération du personnel, 13,8% des entreprises ont déclaré une augmentation, et 6,1% pour ceux qui ont évoqué une diminution. Cette hausse s'est avérée plus importante au niveau des secteurs primaire et secondaire (+12,3% et +12,6%). Par rapport à la taille, les microentreprises et les entreprises de taille moyenne ont été les plus concernées par cette augmentation.

De meilleures perspectives attendues

Par ailleurs, l'effet combiné de la baisse des ventes et des commandes et la hausse de l'ensemble des charges ont réduit considérablement les bénéfices réalisés au cours de la période. Les secteurs secondaire et

tertiaire ont été les plus touchés par cette baisse (-66,4% et -44,7%). Seul le secteur primaire a pu accroître ses bénéfices au cours de la période (+30,1%). Par rapport à la taille, la baisse des bénéfices a concerné l'ensemble des entreprises, sans distinction de taille. En perspectives, une hausse du coût unitaire de production n'est pas à écarter face à la hausse des coûts des matières premières. De meilleures perspectives sont attendues par les chefs d'entreprises prévoyant un redressement des ventes et des carnets de commandes. La BFM note à cet effet que, « Certains chefs d'entreprises seraient prêts à relever les prix de vente alors que d'autres resteraient prudents. Ainsi, les bénéfices seraient en hausse pour le quart des entreprises enquêtées ».

Immobilier : même dans les stations balnéaires, la hausse des prix marque le pas

NATHALIE COULAUD. | LE MONDE.FR | 18 JUILLET 2023

Un temps protégé du retournement de la conjoncture, le littoral semble touché à son tour par un ralentissement, mais les prix restent élevés et la Côte d'Azur n'est pas concernée

Le littoral attire toujours, et les prix montent encore... mais un peu moins vite que précédemment, selon une étude (1) que vient de réaliser le site d'annonces et d'estimation en ligne Meilleurs Agents. Certes, les prix dans l'immobilier demeurent en hausse en bord de mer : + 3,4 % en moyenne depuis un an, mais ce chiffre est bien inférieur à l'augmentation de 2022 : + 9 %. Dans le même temps, les biens immobiliers dans toute la France augmentaient de + 0,4 % sur un an, contre + 6,2 % en 2022. Tous littoraux confondus, Meilleurs Agents estime que la proximité de la plage, à moins de 5 minutes à pied, fait augmenter la valeur d'un bien de 22,1 % en moyenne par rapport à un bien identique situé à plus de 20 minutes de la plage. La majoration s'élève à 11,6 % quand un bien est situé entre 5 et 10 minutes de la plage. C'est le littoral atlantique qui concentre le ralentissement le plus fort, avec des prix qui n'ont augmenté que de 1,8 % en un an. Il reste cependant un des littoraux les plus chers (5 373 euros le mètre

carré), juste derrière celui de la région Sud (6 071 euros le mètre carré). Certaines villes de la côte atlantique ont même connu des baisses depuis un an, comme Biarritz (- 2,7 %), avec un prix désormais situé à 8 455 euros le mètre carré, Lacanau (- 2,2 %) avec un prix moyen de 4 874 euros le mètre carré ou Lège-Cap-Ferret (- 1,8 %) avec un prix de 12 150 euros/mètre carré en moyenne. Même ralentissement en Bretagne, où les prix se situent aux alentours de 3 931 euros le mètre carré, en hausse modérée de + 2,6 % en un an, contre + 14,6 % en deux ans. La Trinité-sur-Mer, la station la plus chère de Bretagne, affiche une hausse de + 1 % de ses prix en un an, avec un prix moyen de 6 235 euros le mètre carré.

Le Sud est plus cher, sauf le Languedoc-Roussillon

En revanche, la hausse des prix se poursuit en région Sud (Provence-Alpes-Côte d'Azur), avec le prix moyen le plus élevé cette année : 6 071 euros le mètre carré. Cet engouement pour la French Riviera et ses alentours ne se dément pas, puisque les prix affichent une hausse de + 5,2 % en un an et de près de + 13,9 % en deux ans. Saint-Jean-Cap-Ferrat (Alpes-Maritimes) demeure la station balnéaire la plus chère de France

en hausse de + 5,6 % sur un an avec un prix moyen de 16 955 euros le mètre carré. Ramatuelle se situe pour sa part à 15 668 euros le mètre carré (+ 6,3 %) sur un an, et Saint-Tropez (14 219 euros le mètre carré) en hausse de + 7,8 % sur un an. La Corse présente, quant à elle, une hausse des prix de + 5,3 % sur un an, mais de + 12,8 % en deux ans. « L'immobilier de prestige de la Côte d'Azur et de la Corse attire une clientèle âgée et fortunée peu concernée par les difficultés d'accès au crédit et moins sensible au coût de l'emprunt, ce qui maintient les prix à la hausse », analyse Barbara Castillo Rico, responsable des études économiques chez Meilleurs Agents. C'est vers le littoral du Languedoc-Roussillon qu'il faut se tourner pour trouver des prix plus abordables : il faut compter 3 740 euros le mètre carré en moyenne, en hausse de + 4,1 % en un an et de + 12,3 % en deux ans. Sa station la plus chère, Palavas-les-Flots, présente un prix de 5 420 euros le mètre carré, en hausse de + 2,6 % en un an. Sa station la moins chère : Port-la-Nouvelle, affiche un prix moyen plus de deux fois moins élevé : 2 323 euros le mètre carré (+ 0,3 % en un an).

Développement : S'inspirer du modèle japonais

ITAMARA RANDRIAMAMONJY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 19 JUILLET 2023

Madagascar pourrait s'appuyer sur le modèle de développement Économique initié par le Japon. C'est là, un des constats de l'Association Économique de coopération entre Madagascar et le Japon (AEMAJA). Une inspiration. La seconde édition de la semaine économique a été lancée hier au Novotel Alarobia. Un événement qui permettra de discuter des opportunités de coopération entre la Grande île et le Japon pour les années à venir. Pour cette année, les organisateurs ont opté pour une thématique d'actualité, celle du « Développement durable ». L'évènement est justement aussi l'occasion d'échanger sur les pratiques d'entreprises respectives des deux pays avec leurs experts respectifs. D'après Ando Ratodisoa, président de l'AEMAJA, « il y aura au programme des ateliers portant sur la façon d'appliquer les concepts de développement comme le concept Kaizen, déjà très répandu au Japon et sur lequel des entreprises comme Toyota et même

plusieurs entreprises nipponnes en général se sont appuyées pour se développer. » explique-t-il. Selon des définitions basiques, le concept Kaizen signifie « amélioration continue », un moyen d'optimiser la performance des entreprises en termes de qualité de produits, de processus ou de services.

Objectifs croisés

Le concept peut être appliqué à différents secteurs d'activités économiques à Madagascar, notamment dans le domaine de la lutte contre la malnutrition. Des exemples concrets seront donnés à travers les ateliers et séminaires proposés lors de cette semaine économique qui se tient depuis hier et jusqu'au 21 juillet prochain. À partir d'aujourd'hui, les activités se poursuivront à l'hôtel Ibis Ankorondrano. Le but est justement de promouvoir davantage les relations entre Madagascar et le Japon avec des rencontres multipartites entre investisseurs, entrepreneurs mais aussi experts malgaches et japonais. « Pour cette seconde édition, le

programme sera particulièrement chargé. Nous ferons le tour de différents domaines et nous espérons que ce sera l'occasion pour nous de trouver des avantages et points communs entre les entreprises malgaches et japonaises afin d'avancer ensemble dans des programmes liés au développement durable », confie Ando Ratodisoa. Une vision à laquelle la Chambre de commerce fait écho. « En tant que partie prenante dans ce partenariat, nous espérons être bénéficiaires des accents qui seront développés au sein de l'association, mais nous voulons également apporter notre contribution sur les questions qui pourraient être bénéfiques pour les deux parties », évoque Ravalojaona Andrianjafy, le représentant de la Fédération des Chambres de commerce à Madagascar. Une contribution qui se traduit par la participation aux dialogues et aux échanges entre industriels et experts nippo-malgaches pour les quelques jours qui suivront.

Agriculture : Validation du Plan national de la lutte contre les chenilles légionnaires

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 19 JUILLET 2023

Le Plan national de la lutte contre les chenilles légionnaires a été validé hier, lors d'une réunion présidée par le Directeur général de l'INRAP, le Dr Hamza Abdou Azali. Lors de l'atelier, le Dr Hamza Abdou Azali a souligné l'importance de l'implication de toutes les parties prenantes pour assurer l'efficacité du plan. Il a rappelé l'urgence d'agir face à ces chenilles légionnaires qui préoccupent le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MINAE) et la FAO à Madagas-

car. Pour sa part, l'assistant représentant de la FAO, Ediamine Bedja, a précisé que cette validation vise à améliorer une proposition de lutte avec l'appui de l'organisation. Il a souligné l'importance d'adapter le modèle de lutte aux spécificités des Comores. À noter que plus de 40 représentants des différentes institutions concernées ont participé à cette validation nationale, qui représente une réponse pratique pour lutter contre l'invasion de chenilles légion-

naires à Madagascar. Le projet « Appui à la gestion intégrée des chenilles légionnaires en Union des Comores » apporte une assistance aux trois niveaux de lutte contre cette invasion. Pour la FAO, cette validation est un pas significatif dans la protection des cultures à Madagascar. Il est maintenant essentiel de mettre en œuvre ce plan de manière efficace et de continuer à renforcer les actions de lutte pour protéger les cultures et assurer la sécurité alimentaire.

Transition énergétique : La BEI renforce son appui à la transition énergétique à Madagascar

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 19 JUILLET 2023

La Banque européenne d'investissement (BEI) a réaffirmé son soutien à la transition énergétique en cours à Madagascar lors d'une rencontre de travail tenue le 17 juillet dernier, au MEH (Ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures) à Ampandriamomy.

La délégation de la BEI, dirigée par son vice-président, Ambroise Fayolle, a rencontré le ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures, Solo Andriamanampisoa. Au cours de cette réunion, les deux parties ont discuté de plusieurs projets majeurs, dont les deux phases du Projet d'Interconnexion et de Renforcement des Réseaux de Transport d'Énergie Électrique à Madagascar (PRIITEM1, PRIITEM2), le projet Volobe Amont, le projet Sahofika et l'électrification

des zones rurales. Concernant le PRIITEM1, le ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures a annoncé que l'appel d'offres pour la construction de la ligne côtière Antsambanana-Toamasina sera lancé en septembre 2023. À noter que le projet PRIITEM1 vise à créer une autoroute de l'énergie avec un réseau haute tension reliant Antananarivo et Toamasina. Les travaux pour relier les réseaux électriques d'Antsambanana et d'Antananarivo seront bientôt entamés, selon les informations fournies à l'issue de cette rencontre du MEH avec la délégation de la BEI.

Accès à l'électricité

Le grand réseau électrique créé grâce aux deux phases du PRIITEM permettra de



réduire le délestage et les risques de panne technique. Plusieurs centrales de production alimenteront ce réseau qui unifiera Toamasina, Antananarivo et Antsirabe en termes d'accès à l'énergie. De plus, les zones rurales traversées par ce réseau pourront également bénéficier d'un accès à l'électri-

cité. Outre les centrales de production déjà opérationnelles et connectées au Réseau interconnecté d'Antananarivo (RIA), de nouvelles centrales à grande capacité sont en cours de construction.

Transition énergétique durable

Parmi les projets en cours, on peut citer les centrales hydroélectriques de Saho-fika et de Volobe, ainsi qu'une centrale solaire d'une capacité de 200 MW qui

sera construite à Ihazovala, dans la région Vakinankaratra. Ces initiatives visent à diversifier les sources d'énergie et à promouvoir les énergies renouvelables dans le pays. Bref, la BEI, en collaboration avec le ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures, travaille activement à la réalisation de ces projets majeurs qui contribueront à renforcer le secteur de l'énergie à Madagascar. Ces initiatives favorisent l'accès à

une énergie fiable et abordable, soutenant ainsi le développement économique et social du pays. Selon ses représentants, la BEI poursuit son engagement en faveur de la transition énergétique à Madagascar et continue de soutenir le développement d'infrastructures durables pour assurer un avenir énergétique plus vert et plus inclusif.

Banque européenne d'investissement : un prêt de 20 millions d'euros accordé à l'entreprise sociale Sahanala

RIANA R. | LES NOUVELLES | 19 JUILLET 2023

La Banque européenne d'investissement (BEI) soutient le secteur agricole. L'institution vient de signer un accord de prêt avec l'entreprise sociale Sahanala pour son projet visant à réduire la dépendance à l'égard des importations de maïs et de riz pour répondre à la demande locale. L'opération de la BEI soutiendra un investissement global de 40 millions d'euros réalisé par Sahanala.



L'accord de prêt signé hier dans les locaux de l'entreprise Sahanala à Antsahabe, permettra la mise en œuvre de deux projets. Il s'agit notamment du renforcement de la mécanisation des techniques agricoles en parallèle avec les pratiques traditionnelles

dans la zone Ouest de l'île à Maintirano. Un complexe industriel destiné à la transformation de maïs et de riz, ainsi qu'à la production d'huile alimentaire et d'alimentation animale pour le marché local. L'objectif du projet est d'améliorer les revenus et les conditions de vie des producteurs, outre la réponse à la demande croissante sur le marché. Sahanala mène un autre projet dans la partie Nord de l'île, à Vohémar. Cette fois-ci dans le secteur halieutique à travers l'implantation d'une usine de surgélation moderne dotée d'équipements et de réfrigération. S'ajoutent à cela des unités de froid pour la production de glace dans différents centres de collecte. L'usine devrait permettre aux petits pêcheurs d'étendre leur marché à l'intérieur et à l'international. Ces deux projets sont pourvoyeurs de 1.500 emplois auprès des communautés locales présentes dans les zones d'intervention, selon Sahanala. Ils apporteront également des savoir-faire technique et économique supplémentaire pour les producteurs. Sahanala annonce également son intention de devenir « l'entreprise pionnière à Madagascar en matière d'exportation des produits de la mer certifiés par le Marine

Stewardship Council (MSC) ».

Amélioration des savoir-faire techniques

Selon Serge Rajaobelina, président du conseil d'administration de Sahanala, l'entreprise sociale et ses partenaires, « donnent le pouvoir aux paysans malgaches d'améliorer durablement leurs conditions de vie en valorisant de façon juste leurs produits et leurs savoirs, en les accompagnant à agir pour le développement local et l'environnement ». Les producteurs sont en effet décisionnaires des orientations stratégiques au sein de la société. Pour sa part, le vice-président de la BEI, Ambroise Fayolle, actuellement en visite officielle à Madagascar, a abordé les retombées des deux projets sur la sécurité alimentaire à Madagascar et l'amélioration des moyens de subsistance dans le secteur agricole et la pêche durable. Ce nouvel investissement contribuera à développer l'agriculture et le secteur de la transformation des produits agricoles à Madagascar qui ont été fortement touchés par la sécheresse et les zoonoses ces dernières années, en plus des impacts sévères de la pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine sur l'économie malgache dans son ensemble.

Les inégalités compromettent tous nos objectifs sociaux et environnementaux : lettre au secrétaire général de l'ONU et au président de la Banque mondiale

| LE MONDE.FR | 19 JUILLET 2023

Le Prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz, l'économiste Jayati Ghosh ainsi que plus de 230 cosignataires appellent, dans une déclaration publiée par « Le Monde » et le « Guardian », à renforcer les objectifs de lutte contre l'accroissement des inégalités.

En tant qu'économistes et responsables engagés dans la lutte contre les inégalités extrêmes dans le monde, nous en appelons à votre leadership afin de garantir que les Nations unies, à travers leurs objectifs de développement durable, ainsi que la Banque mondiale soutiennent de nouveaux objectifs et indicateurs stratégiques

vitaires, permettant de redoubler les efforts pour lutter contre les inégalités extrêmes croissantes. Nous vivons une époque d'inégalités économiques extraordinairement élevées. L'extrême pauvreté et l'extrême richesse ont augmenté fortement et simultanément pour la première fois en vingt-cinq ans. Entre 2019 et 2020, les inégalités mondiales ont augmenté plus rapidement qu'à n'importe quel autre moment depuis la seconde guerre mondiale. Les 10 % les plus riches de la population mondiale perçoivent actuellement 52 % du revenu mondial, tandis que la moitié la plus pauvre

de la population n'en gagne que 8,5 %. Des milliards de personnes sont confrontées aux terribles difficultés de la hausse des prix alimentaires et de la faim, tandis que le nombre de milliardaires a doublé au cours de la dernière décennie. Nous savons que les fortes inégalités compromettent tous nos objectifs sociaux et environnementaux. Le rapport sur le développement dans le monde de 2006, ainsi que de nombreuses autres études ont montré que les inégalités extrêmes que nous observons aujourd'hui ont un effet destructeur sur la société. Elles corrodent notre politique, détruisent

la confiance, entravent notre prospérité économique collective et affaiblissent le multilatéralisme. Nous savons également que, sans leur forte réduction, le double objectif de mettre fin à la pauvreté tout en prévenant l'effondrement du climat sera clairement en tension.

Pas de surveillance adéquate

En 2015, tous les gouvernements du monde ont pris une décision historique en se fixant un objectif de développement durable pour réduire les inégalités (ODD10). Pourtant, et de surcroît à la suite de la pandémie de Covid-19 puis à la crise mondiale de l'inflation, les inégalités se sont aggravées à de nombreux égards. L'ODD10 reste largement ignoré. Tout aussi troublant, la principale cible de ce projet, basée sur l'objectif de prospérité partagée de la Banque mondiale, ne mesure pas ou ne surveille pas de manière adéquate les principaux aspects des inégalités. Les données des enquêtes auprès des ménages montrent qu'un pays sur cinq affichant une tendance positive en matière de « prospérité partagée » a simultanément vu les inégalités augmenter selon d'autres indicateurs, comme le ratio de Palma (un indicateur des inégalités inventé en 2011 par l'économiste chilien Gabriel

Palma), y compris dans des pays comme la Mongolie, le Chili ou le Vietnam. Cet été, nous avons une occasion unique de renforcer notre détermination à réduire cette profonde fracture et d'envoyer un signal clair aux populations du monde entier : les institutions conçues pour les servir sont réellement déterminées à mettre fin à la crise des inégalités extrêmes. Nous devons renforcer les objectifs existants. Nous devons agir, dès à présent, pour parvenir à un accord en faveur du renforcement des cibles et de la mesure de l'ODD10, en examinant les inégalités à la fois entre les pays et en leur sein, en utilisant des indicateurs qui mesurent la richesse ainsi que les inégalités de revenus. Nous sommes heureux que la Banque mondiale revoie son objectif de « prospérité partagée » : la nouvelle direction a donc une formidable occasion de renforcer cet objectif de lutte contre les inégalités en examinant l'ensemble du spectre de la répartition des revenus et des richesses.

Soutien des objectifs plus ambitieux

Il y a eu des progrès significatifs dans la collecte des données sur les inégalités. Des estimations plus précises des revenus les plus élevés favorisent l'avènement de nouvelles politiques ancrées dans une

analyse distributionnelle claire de l'impact des changements de politique. Celles-ci doivent être systématisées et poussées plus loin, pour permettre une étude des inégalités en haut de l'échelle par chaque gouvernement. Ce sera le seul moyen d'assurer un large consensus politique autour de la transformation de nos économies vers un avenir zéro carbone. Les objectifs comptent. Le leadership compte. La Banque mondiale et les objectifs de développement durable pour réduire les inégalités de l'ONU sont les mieux placés pour mobiliser en faveur de la réduction des inégalités dont notre monde si divisé a si urgemment besoin aujourd'hui. Nous vous demandons de saisir cette occasion pour soutenir des objectifs plus ambitieux et de meilleurs référentiels, tant pour la richesse que le revenu, ainsi que les parts salariales du revenu national. De plus, l'ODD10 n'est pas un objectif distinct et autonome : toutes les politiques économiques, financières et sociales doivent être évaluées en fonction de leur impact probable. Cela enverrait un signal clair de notre ambition collective de forger un monde plus égalitaire.

Combustible : Vitogaz baisse les prix

| L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 20 JUILLET 2023

Les prix des bonbonnes de gaz enregistrent une baisse importante chez Vitogaz. Une aubaine pour les ménages.



Un miracle. Les prix baissent chez Vitogaz. Les clients n'en croyaient pas leurs yeux hier quand ils ont vu les prix des bonbonnes affichés chez les distributeurs Vitogaz. " Sur le marché, les produits Vitogaz sont déjà les moins chers mais avec cette baisse, les prix

sont justes incroyables " s'exclame Sabine venue pour acheter une petite bouteille chez un distributeur à lavoloha mais a changé d'avis quand elle a vu les prix. " Mon budget est limité à la plus petite bouteille mais comme la bouteille de 9 kg passe de 63000 ariary à 60800 ariary, j'ai sauté sur l'occasion " a-t-elle révélé toute satisfaite. Elle n'est pas la seule à avoir bénéficié de cette agréable surprise. La baisse moyenne est estimée de 3,5%, soit entre 1000 ariary et 3100 ariary selon les contenances des bouteilles. Ce qui n'est pas négligeable pour le budget des ménages confrontés à l'inflation. La baisse concrétise l'accord signé en 2022 entre le ministère de l'Industrialisation, du commerce et de la consommation et Vitogaz concernant la maîtrise du prix du gaz. Les prix n'ont ainsi presque pas subi une augmentation pendant cette période

malgré des circonstances défavorables. La baisse concerne tout le pays et pas seulement la capitale. Outre cette baisse conséquente, Vitogaz s'est associée au mobile money pour permettre aux usagers d'acheter à crédit.

Baisse

Cette baisse fait suite au recul du prix du gaz de pétrole raffiné sur le marché international. Autrement dit d'autres baisses peuvent survenir si les cours mondiaux continuent à être favorables et que si l'ariary reprend du poil de la bête vis à vis des monnaies étrangères. Le prix du gaz est le seul combustible et la seule source d'énergie qui connaît une baisse depuis le début de la guerre en Ukraine et la crise sanitaire de la Covid-19.

Dettes fiscales : L'état va apurer ses arriérés envers les pétroliers pour cette année

ITAMARA RANDRIAMAMONJY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 20 JUILLET 2023

Les autorités ont montré leur détermination à s'acquitter des arriérés qu'ils doivent aux pétroliers, dans la revue de la quatrième FEC.

L'État s'engage à éponger ses arriérés envers les pétroliers. Un passif qui s'élève à environ 1089 milliards d'ariary, qui seront réglés pour cette année, du moins c'est ce dont les autorités ont fait part au Fond

Monétaire International, dans le cadre de la revue de la quatrième tranche de la Facilité Élargie de Crédit (FEC). D'après les statistiques présentées dans ledit document, l'État doit aux pétroliers des arriérés d'environ 415 milliards d'ariary en décembre 2022. Une somme qui est due aux réquisitions de carburants pour la Jirama. Plus une dette de 960 milliards d'ariary contractée à cause du

gel des prix à la pompe. Dettes croisées. Les deux parties se sont accordées sur les montants des passifs qui incombent à chacune et se sont engagées volontairement à les apurer progressivement. L'État malgache, représenté par le ministère de l'Énergie et des hydrocarbures, ainsi que le ministère de l'Économie et des finances, avaient déjà décaissé des sommes vers les pétroliers

depuis décembre 2022. Sur les 960 milliards d'ariary, l'État s'est déjà acquitté à la fin du mois de mars 2023 d'une somme de 167 milliards d'ariary, suivi d'un autre décaissement, cette fois-ci de 735 milliards d'ariary au mois de mai.

Passif

D'après les données fournies par les autorités au FMI en guise de projection pour la fin du mois de juin, le total des dettes contractées par l'État envers les pétroliers

s'élève à 370 milliards d'ariary. Une somme qui se décompose en 112 milliards d'ariary pour les arriérés dus au maintien des prix à la pompe, plus 258 milliards d'ariary de passif relatif aux réquisitions de carburant pour la Jirama. Les pétroliers, pour leur part, se sont acquittés de la totalité de leurs arriérés mais ils doivent encore payer des redevances vis-à-vis du Fonds d'entretien routier (FER) et des Redevances du secteur (RDS) totalisant 350 milliards d'ariary. Le passif qui reste

à verser à l'État malgache s'élève encore à 1 136 milliards d'ariary pour les taxes. À la fin du mois de mars 2023, les pétroliers ont déjà réglé 231 milliards d'ariary. Ensuite, le Groupement des pétroliers de Madagascar a réglé progressivement 235 milliards d'ariary entre la moitié du mois de mai et jusqu'au mois de juin derniers. Moyennant les redevances FER et RDS, les pétroliers auront alors tout réglé.

Climat des affaires : renforcement du Dialogue public-privé

R.R. | LES NOUVELLES | 20 JUILLET 2023

Sous la houlette de l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM), le Dialogue public-privé (DPP) sur l'amélioration du climat des investissements et de l'environnement des affaires à Madagascar, s'est déroulé cette semaine. A noter que dans le cadre du programme Clim-Invest mis en œuvre sur une période de quatre ans, l'Union européenne (UE) a consacré une enveloppe de 7 millions d'euros, pour apporter une assistance technique au renforcement des DPP. Durant cette rencontre, les attentes des opérateurs privés ont été discutées. A ce sujet, l'EDBM a annoncé la

mise en place d'un plan d'action relative à la création d'une plateforme du secteur privé malgache, à l'appui du secteur privé dans le cadre de la préparation du Projet de loi de finances initiale (PLFI) 2024 et à l'amélioration de l'accès au financement. Le programme Clim-Invest prévoit également une subvention accordée à l'EDBM, afin de finaliser la digitalisation de certaines procédures liées à la vie des entreprises. Des soutiens financiers seront aussi alloués aux organisations intermédiaires impliquées dans la promotion d'activités de Responsabilité sociale et environnementale (RSE) et



dans l'accompagnement à la formalisation des entreprises du secteur privé.

« C'est le monde à l'envers » : en France, le train coûte 2,6 fois plus cher que l'avion

| LE MONDE.FR | 20 JUILLET 2023

VIDÉO C'est l'heure des départs en vacances et de la question fatidique : avion ou train ? Le rapport publié par Greenpeace le 20 juillet est sans appel : dans une écrasante majorité des cas, le train coûte plus cher que l'avion, pourtant bien plus polluant.

Il a beau être polluant, l'avion reste l'option privilégiée pour les voyageurs souhaitant faire des économies. Dans un rapport publié jeudi 20 juillet, l'organisation non

gouvernementale Greenpeace dresse un constat sévère : au moment de passer à la caisse, voyager en avion est bien plus avantageux que le train. En France, un voyage en train coûte en moyenne 2,6 fois plus cher que le même trajet en avion. Greenpeace a étudié 112 liaisons européennes et pour 89 d'entre elles, le trajet coûte plus cher en train. Pour Alexis Chailloux, chargé de campagne voyage durable chez Greenpeace France, pour inverser la tendance, il faut de

« la volonté politique ». Or, « on ne peut pas avoir une politique climatique ambitieuse » dans ces conditions, estime-t-il. Pour inverser cette tendance tarifaire, Greenpeace propose plusieurs recommandations. Parmi elles, la fin des avantages fiscaux dont bénéficie le secteur aérien, des investissements dans les lignes de train de nuit, mais aussi, à terme, une interdiction de la publicité pour les voyages en avion.

Pannes d'électricité : Les délestages seront « atténués » d'ici trois semaines

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 21 JUILLET 2023

Solo Andriamanampisoa, ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures indique que les délestages seront atténués mais pas totalement éradiqués d'ici les trois fameuses semaines.

Des mesures drastiques pour « alléger » la paralysie générée par les délestages. C'est ce que Solo Andriamanampisoa, ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures, avait exposé hier dans les locaux de son département. « Les délestages devraient être allégés d'ici deux ou trois semaines », a-t-il

annoncé. Dans ses explications, qui restent prudentes vis-à-vis des termes utilisés, le ministre évoque le fait que le problème des pannes d'électricité sera sans doute atténué pour les semaines qui suivent, sans toutefois confirmer leur arrêt total sur les réseaux de distribution de la Jirama. « J'estime que nous pourrions atteindre l'objectif fixé récemment pour les trois semaines. Je ne dis pas que les délestages seront totalement éradiqués », a évoqué Solo Andriamanampisoa. D'après ses explications, les

maintenances « obligatoires » au niveau du matériel pourraient également générer des coupures intermittentes.

Fuel lourd

D'après le membre du gouvernement, des objectifs ont été fixé à court et à long terme pour mettre fin aux délestages. Actuellement, le challenge est de pouvoir approvisionner en fuel lourd les centrales de la Jirama. Un défi d'ordre logistique. À en croire les explications de Solo Andriamanampisoa, c'est pour cette raison que le

MEH avait suggéré de renforcer la flotte de camions en partance du Port de Toamasina pour approvisionner en fuel lourd (HFO) les grandes villes par voie terrestre. « Pour mettre fin aux délestages dans des villes comme Antananarivo, Toamasina ou encore Antsiranana, il faudrait au moins quatre-vingts camions qui assurent le ravitaillement journalier en effectuant des allers-retours entre Antananarivo et Toamasina. Ce qui veut dire que des véhicules devront rallier non-stop le port de Toamasina avec d'autres

régions », a expliqué Solo Andriamanampisoa. Les camions qui assurent cette tâche journalière sont actuellement au nombre de soixante-dix, un effectif qui devrait monter jusqu'à cent pour les semaines qui suivront. Selon les dires du MEH, « si l'effectif des camions grimpe à cent, il serait évident que les délestages pourront être atténués ». Jusqu'à maintenant, les conditions météorologiques ne permettent pas d'exploiter au maximum les centrales solaires comme celle d'Ambatolampy. Celle-ci par exemple

ne peut fournir que le tiers de sa capacité de production, 10 mégawatts seulement contre 40 mégawatts. Ce qui amène la Jirama à dépendre du fuel lourd pour s'alimenter. Pour le ministre de l'Énergie, il s'agit d'une course contre la montre pour exécuter les directives du président de la République, Andry Rajoelina, qui avait annoncé dimanche dernier que les délestages devront impérativement cesser dans trois semaines.

Jirama : Deux candidats étrangers, retenus pour le poste de DG

ANTSIA R. | MIDI MADAGASCAR | 21 JUILLET 2023

Le MEH (Ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures) a dévoilé son plan pour relever le défi de résoudre le problème de délestage d'ici trois semaines. Le ministre Solo Andriamanampisoa a profité de l'occasion pour annoncer que la Jirama aura bientôt un nouveau Directeur Général.



Redresser la Jirama en deux ans. Tel est le défi que le nouveau DG de la Jirama devra relever. Après un appel à manifestation d'intérêt au niveau international, le cabinet de recrutement a retenu deux candidats étrangers. D'après le ministre de tutelle, il s'agit de deux profils très prometteurs, qui répondent à tous les critères exigés pour pouvoir redresser la société d'État dans un bref délai. En attendant, le MEH et la Jirama doivent également résoudre le problème d'insuffisance de production d'électricité, d'ici trois semaines. Selon les explications du ministre Solo Andriamanampisoa, les délestages qui se sont intensifiés depuis le mois de mai ont été causés par une perturbation des livraisons de fioul lourd, au niveau des centrales thermiques. « En période d'étiage, la production des centrales hydroélectriques est réduite. Il y a plusieurs jours, l'ensoleillement a également baissé. La centrale solaire d'Ambatolampy, ayant une capacité de production de 40MW ne produit que 10MW actuellement, à cause du faible ensoleillement. De ce

fait, ce sont les centrales thermiques qui doivent produire un peu plus, pour combler le manque. Chaque jour, il faut au moins 80 camions citernes opérationnels, pour assurer un approvisionnement suffisant pour les centrales thermiques. Les transporteurs travaillent déjà jours et nuits, ce qui a même causé trois accidents routiers de ces camions en un mois », a indiqué le ministre.

Augmentation

Le mois dernier, il n'y avait que 50 camions disponibles. En collaboration avec le MEH, la Logistique pétrolière (LPSA) a pu transformer des camions-citernes conçus pour transporter du gasoil en camions pouvant transporter du fioul lourd. Selon le ministre, 70 camions sont aujourd'hui opérationnels, contre le besoin de 80 camions. « On prévoit qu'au bout de deux à trois semaines, il y aura 100 camions disponibles, ce qui permettra d'approvisionner convenablement les centrales thermiques afin de réduire le délestage. Nous avons également incité la LPSA à étudier la possibilité de transporter le fioul lourd par voie ferrée. Si les centrales thermiques sont approvisionnées de manière adéquate, le problème de délestage sera résolu. De plus, nous espérons que le beau soleil reviendra au mois d'août, permettant ainsi aux centrales solaires de fonctionner à pleine puissance. », a-t-il affirmé.

Besoins croissants

Pour le MEH, le problème énergétique est également lié à la forte croissance démographique et à la hausse considérable des besoins de la population. En 1980, les centrales hydroélectriques d'Andekaleka et de Mandraka constituaient une puissance totale de 64MW, qui suffisait largement pour satisfaire les besoins des consommateurs. « La Jirama était indépendante et avait des excédents financiers jusqu'en 2009. Les financements des constructions de ces centrales étaient payés par l'État. La Jirama

n'avait donc pratiquement pas de charges financières, d'autant plus que les centrales fonctionnaient avec l'eau de fleuve. Avec les excédents financiers de la société d'État, les dirigeants de l'époque auraient peut-être dû avoir une vision à long terme et réinvestir, car en 30 ans, le nombre de population s'est déjà multiplié par trois. Les besoins ont augmenté considérablement, alors que la capacité de production de la Jirama n'a pas suivi la tendance. Ce n'est que récemment que nous avons augmenté la capacité d'Andekaleka à 120MW », a expliqué le ministre Solo Andriamanampisoa.

Hausse des coûts

Par ailleurs, en 2014 et 2015, les dirigeants obligés d'accroître la production d'électricité ont opté pour l'énergie fossile. On peut citer l'introduction de TAC (Turbines à combustion) de 30 MW importées de La Réunion par Jovenna; l'ACSAF avec sa centrale d'une capacité de 70 MW fonctionnant au HFO ; l'AGRECO avec sa capacité de 30 MW, la centrale thermique de 10MW, mise en place par Henri Fraise à Ambohimambola, etc. Pourtant, ces centrales thermiques ont des coûts élevés. En effet, le prix du litre du HFO était à 2 000 Ar en 2008, contre 4 400 Ar actuellement. Les locations des groupes sont également en dollars, ce qui engendre une augmentation des coûts à cause de la dépréciation continue de l'ariary. Pour le MEH, il faut impérativement miser sur les énergies renouvelables. D'ailleurs, plusieurs projets d'aménagement de centrales thermiques et de mise en place de centrales solaires, sont déjà en cours de mise en œuvre. Bref, le MEH compte bien relever le défi de mettre fin au délestage d'ici trois semaines. Cependant, des problèmes restent à résoudre au niveau des réseaux de distribution, pour éviter les incidents techniques causant des coupures.

Lutte contre l'insécurité alimentaire : Promotion de la culture de millet dans toutes les régions

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 21 JUILLET 2023

Les Nations Unies ont proclamé l'année 2023 comme étant l'Année Internationale des Millets, lors de sa 75ème session de leur assemblée générale qui s'est tenue en mars dernier.

Une cérémonie a ainsi été organisée hier par le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage en collaboration avec la FAO, l'Office National de la Nutrition et le ministère de la Santé Publique et l'Ambassade de l'Inde à Madagascar, en vue de marquer la célébration de cet événement. « L'objectif consiste à sensibiliser le monde sur l'importance de la culture de millets qui contribue à lutter contre l'insécurité alimentaire tout en améliorant la sécurité nutritionnelle à Madagascar », a expliqué le ministre de tutelle Harifidy Ramilison, lors de cette célébration de l'Année Internationale des Millets hier.

Une production de 15 000 tonnes

Et lui de préciser que son département ministériel a déjà lancé la promotion de la culture de millet notamment le mill et le sorgho dans la partie Sud de la Grande île, et ce, afin de lutter contre le kere. « La production enregistrée lors de la campagne



culturelle 2021-2022 se chiffrait à environ 15 000 tonnes. Il faut savoir que les variétés de mill et sorgho qui ont été cultivées sont bel et bien adaptées dans ces régions du Sud, notamment Androy et Anosy qui sont frappées par la sécheresse. Mais elles sont également résilientes en cas de fortes pluies. En outre, la technique de culture de millets est très simple et adaptée à toutes les conditions climato-pédologiques dans la Grande île. Elle ne nécessite que très peu d'intrants agricoles. Il s'agit également d'une variété à cycle court étant donné qu'on peut moissonner la récolte en trois mois. Grâce à leur résilience au climat et à leur capacité d'adaptation, nous allons pro-

mouvoir la culture de millets dans toutes les régions. », a annoncé le ministre de tutelle.

Habitude alimentaire

Force est également de remarquer que la culture de mill et de sorgho apporte de nombreux avantages aussi bien pour les producteurs que pour les consommateurs. A titre d'illustration, « on peut utiliser les feuilles et les tiges de ces plantes pour l'alimentation animale. En outre, nous devons intégrer dans l'habitude alimentaire de la population malgache la consommation de ces millets ayant de nombreuses vertus pour la santé humaine. On peut citer, entre autres, la contribution à la perte de poids, le maintien de la glycémie à un niveau bas, le renforcement de l'immunité et la réduction des risques cardio-vasculaire, sans compter son action comme antioxydant. La culture de millet fait ainsi partie d'un pilier de la sécurité alimentaire et nutritionnelle contribuant à l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire », a-t-il enchaîné. Il est à noter que lors de cette célébration de l'Année Internationale des Millets, des séances de dégustation de mill et sorgho ont eu lieu.

Electrification rurale: les initiatives privées portent leurs fruits

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 21 JUILLET 2023

L'heure est au bilan pour WeLight. Ayant vu le jour en 2018. Cette entreprise est aujourd'hui considérée comme étant le pionnier de l'électrification rurale à Madagascar. L'exposition photo intitulée "Madagascar en lumière, une histoire de l'électrification rurale" relate les impacts de leur réalisation dans des villages très enclavés. "A travers cette exposition, nous voulons surtout montrer notre métier. Nous sommes présents dans une cinquantaine de village dans 10 régions de Madagascar. D'ici quelques mois, nous arriverons à électrifier 172 villages dans 14 régions. Nous intervenons dans des zones très enclavées et même l'accessibilité peut parfois être problématique", remarque Tsanta Rabekoto, directrice impact et relation publique auprès de WeLight. Le choix de la zone d'intervention repose sur différents critères comme l'accessibilité, la taille du village, la densité de la population locale, la potentialité économique. Les villages ne sont donc pas choisis au hasard, ces critères doivent être respectés pour que l'approche soit économiquement viable. Avant l'installation, des enquêteurs tâtent le terrain pour détecter les activités et les acteurs économiques, les bâtiments insti-

tutionnels, une étape importante car elle permet à WeLight de définir la centrale qu'il faut, comment tracer le réseau électrique à raccorder dans les quartiers. "La puissance installée dans les villages n'est jamais la même car chaque village a ses besoins. Elle varie entre 20 à 150 kilowatt-crête (kWc)", poursuit Tsanta Rabekoto. Le vernissage de l'exposition photo sur ces travaux d'électrification rurale a eu lieu au Campus Telma Galaxy à Andraharo le lundi 17 juillet dernier. L'évènement a vu la présence de nombreux responsables : Ambroise Fayolle, vice-président de la Banque Européenne d'investissement, Solo Andriamanampisoa, ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures ainsi que des nombreux opérateurs de tout horizon confondu. "Cette exposition photo capture l'essence même de nos activités à Madagascar. Chaque image reflète l'énergie, l'engagement et la passion qui alimentent WeLight. Ces photos sont la preuve vivante que la lumière que nous apportons illumine non seulement les maisons, mais aussi les visages et les vies." soutient Romain de Ville-neuve, Directeur Général de WeLight Africa. Ces œuvres de Henitsoa Rafalia et Roderic Rahandrisoa seront bientôt exposées au Musée de la photographie. L'exposition s'or-

ganise en 4 chapitres. Trois villages ont été choisis dans le Nord de Madagascar à savoir Antindra, Amboangibe et Anjangoveratra. Le premier chapitre est intitulé "L'attente, la vie avant l'électricité": elle illustre la vie de la population quand elle n'avait pas encore l'électricité où les gens optaient pour l'utilisation des alternatives comme des lampes à pétrole. Le second, "Les pionniers, le déploiement des infrastructures", retrace en images les travaux d'installations, c'est-à-dire la mise en place de la centrale ainsi que le réseau de distribution : câble et poteau vers le compteur de chaque foyer bénéficiaire. "L'étincelle, les villages sont raccordés" est le troisième chapitre. On y voit que, quand enfin fut la lumière, les habitants l'ont accueillie avec joie car cela fait des décennies qu'ils l'attendaient. Le dernier chapitre "Au quotidien, la puissance électrique au service des habitants" relate la vie des villageois trois ans après l'arrivée de l'électricité. Des activités économiques se sont développées. Les gens peuvent utiliser des congélateurs et d'autres appareils électriques. Effectivement, avant l'intervention de WeLight, le soir tombant signifiait la fin des activités quotidiennes pour les villageois. Désormais, les enfants

peuvent étudier après le coucher du soleil, les commerces peuvent rester ouverts plus longtemps, et les maisons sont plus sûres. Sur ses zones d'intervention, WeLight fournit une énergie propre, fiable pour les populations de zones rurales reculées à Madagascar et en Afrique Subsaharienne. Pour mener à bien ses missions, l'entreprise s'appuie surtout sur son savoir-faire terrain et technologique qui combine le mini-réseau et énergies renouvelables. Depuis

sa création en 2018, l'entreprise a connu un progrès non négligeable. La preuve, des nombreux partenaires financiers qui lui font confiance. La Banque Européenne d'Investissement (BEI), Triodos Investment Management et EDFI ElectricFI qui ont décaissé 19 millions d'euros pour un projet de 118 villages supplémentaires. Cet appui financier va permettre à WeLight de desservir en électricité productive 172 villages dans 14 régions. Ce projet profitera à près

de 400.000 personnes en fournissant à plus de 70.000 ménages et entreprises un premier accès à une énergie propre, fiable et de qualité et disponible 24h/7. Parallèlement, WeLight est la première société de Madagascar à avoir obtenu la certification "B Corp", un prestigieux label international décerné aux entreprises qui respectent les normes sociales et environnementales les plus exigeantes.

Le taux de privation, une autre manière de mesurer la pauvreté, a augmenté en France en 2022

| LE MONDE.FR | 21 JUILLET 2023

Ce taux, qui repose sur le renoncement à certains produits ou services, atteint 14 %, après 13,4 % en 2020, et 12,4 % en 2013. La hausse est notamment due à l'augmentation des prix de l'énergie.

Le taux de privation matérielle et sociale, une autre manière de mesurer la pauvreté, a atteint 14 % en France métropolitaine début 2022, son plus haut niveau depuis sa création en 2013, a annoncé, vendredi 21 juillet, l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee). Ce taux atteignait 13,4 % en 2020, et 12,4 % en 2013. Cette hausse est notamment due à l'augmentation des prix de l'énergie: 10,2 % des ménages déclarent ne pas pouvoir

chauffer suffisamment leur logement, contre 6,1 % en 2021 et 5 % en 2018. L'Insee y voit en particulier l'impact de la hausse du prix du fioul domestique, « combustible de chauffage que les ménages vulnérables utilisent davantage que les autres ». Contrairement au taux de pauvreté monétaire, basé sur les revenus des ménages, le taux de privation repose sur le renoncement des ménages à certains produits ou services, comme posséder deux paires de chaussures, se chauffer correctement, manger de la viande ou du poisson tous les deux jours, partir une semaine en vacances chaque année, retrouver des amis au moins une fois par

mois pour boire un verre ou pour un repas, etc.

La France proche de la moyenne européenne

Si un ménage cumule au moins cinq de ces renoncements parmi une liste de treize éléments « considérés comme souhaitables, voire nécessaires, pour avoir un niveau de vie acceptable », il est en situation de « privation matérielle et sociale ». Le taux de privation dépend beaucoup de la composition des ménages, observe l'Insee : il atteint 6,8 % parmi les couples sans enfants, 15,8 % chez les personnes seules, et 31,1 % dans les familles monoparentales.

